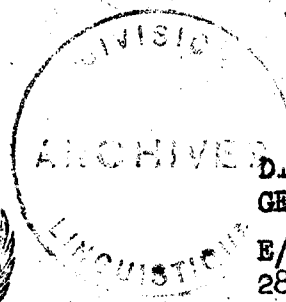


CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE  
E/2548/Add.3  
28 avril 1954

ORIGINAL : FRANCAIS

Dix-septième session  
Point 15 de l'ordre du jour, partie b)

ESCLAVAGE

Rapport supplémentaire du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de présenter au Conseil économique et social le texte du complément de réponse que le Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein<sup>1/</sup> a fait au questionnaire sur l'esclavage et la servitude<sup>2/</sup>.

LIECHTENSTEIN

Note adressée au Secrétaire général, le 26 avril 1954, par  
l'Observateur permanent de la Suisse auprès des Nations Unies

"L'Observateur permanent de la Suisse auprès des Nations Unies présente ses compliments au Secrétariat des Nations Unies et, se référant à la note SOA 321/02 (1) du 13 juillet 1953 concernant le "Questionnaire relatif à l'esclavage et à la servitude" du Conseil économique et social, a l'honneur de lui communiquer ci-après la réponse du Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein à ce sujet :

- "1. L'esclavage, tel qu'il est défini à l'article premier de la Convention internationale de 1926 relative à l'esclavage, n'existe pas dans la Principauté de Liechtenstein.
2. La traite des esclaves, telle qu'elle est définie à l'article premier de la Convention internationale de 1926 relative à l'esclavage n'existe pas dans la Principauté de Liechtenstein.

<sup>1/</sup> Le texte d'une réponse antérieure du Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein a été publié sous la cote E/AC.33/10/Add.14.

<sup>2/</sup> Le texte du questionnaire sur l'esclavage et la servitude figure dans le rapport de la deuxième session du Comité spécial de l'esclavage (E/1660, paragraphe 12).

3. Dans la Principauté n'existe aucune pratique qui restreigne la liberté individuelle ou qui tende à réduire par la contrainte une personne à un état de servitude, comme par exemple :
- a) Le servage (occupation héréditaire de la terre accompagnée de service obligatoire);
  - b) Les formes traditionnelles de service involontaire non payé imposées par des propriétaires fonciers et d'autres personnes employant de la main-d'oeuvre;
  - c) Servitude en paiement d'une dette;
  - d) La mise en gage ou le cautionnement de tierces personnes pour dettes;
  - e) L'exploitation des enfants sous forme d'adoption;
  - f) L'achat des épouses et la dévolution des veuves à l'héritier du mari défunt, impliquant l'assujettissement d'une femme à un homme qu'elle n'a pas choisi;
  - g) Les formes de prostitution des femmes et des enfants impliquant l'exercice d'un droit de propriété sur eux.

Le Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein ne voudrait pas passer sous silence qu'elle ne connaît aucune forme d'esclavage. La liberté personnelle est une loi fondamentale de l'Etat et se trouve ancrée dans la Constitution."

-----